

## **Nouveaux services juridiques en droit de la famille au Centre francophone de Toronto**

**Toronto, 27 avril 2016** – Le Centre francophone de Toronto (CFT) est heureux d'annoncer l'ajout d'un domaine de droit à la gamme de ses services juridiques.

En effet, l'exercice du droit de la famille au CFT vient pallier à une pénurie d'avocats francophones en droit de la famille et répond à une demande accrue, notamment de la part des femmes victimes de violence conjugale. Les services juridiques en droit de la famille peuvent, entre autres, aider les femmes à quitter une situation de violence, à obtenir la garde de leurs enfants, à négocier avec la Société d'aide à l'enfance, à obtenir l'accès à leurs enfants, à contester le fait que leur conjoint les empêche d'avoir accès à leurs enfants ou à établir des paiements de pension alimentaire pour enfant.

« Pour la clientèle des services d'aide juridique, les besoins en droit de la famille ont toujours été flagrants », affirme Aissa Nauthoo, directrice des Services d'aide juridique du CFT. « Ce nouveau service vient soutenir le programme de conseils sommaires brefs que notre clinique juridique offre depuis une dizaine d'année, et c'est un grand pas en avant pour les femmes qui ont besoin de représentation pour poursuivre dans leur démarche. »

La création du service juridique en droit de la famille au CFT a été rendu possible grâce à l'octroi, de la part d'Aide juridique Ontario (AJO), d'une somme d'un million de dollars par an aux cliniques francophones et aux cliniques ethno linguistiques de la province. La directrice générale d'Oasis Centre des femmes, Dada Gasirabo, se réjouit de ce développement :

« Nos clientes ont souvent du mal à obtenir du soutien et surtout de la représentation dans leurs démarches juridiques. Ce nouveau service gratuit est un apport important dans notre communauté. »

Lise Marie Baudry, directrice générale du CFT, ajoute : « Les services en droit de la famille répondent à un besoin identifié dans l'étude de 2012 réalisée par Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, pour le compte du CFT et financée par AJO<sup>1</sup>. L'étude a donc donné des résultats. C'est un hommage à la mémoire de Lucie Brunet, une des chercheuses. »

Les personnes ayant besoin de conseils dans ces domaines peuvent communiquer avec les Services d'aide juridique du CFT en composant le **416 922-2672, poste 300**.

-30-

---

### Contact :

Laure Subtil-Smith, Manager des Communications et Relations communautaires  
[laures@centrefranco.org](mailto:laures@centrefranco.org) 416 922 2672, poste 261

<sup>1</sup> Brunet, L et Lassonde, J. (2012) *Portrait des besoins juridiques des femmes francophones de l'Ontario*  
<http://www.legalaid.on.ca/fr/publications>